



PRÉFET DE LA MARNE

CRISTANOL à BAZANCOURT et POMACLE

Arrêté de prescriptions complémentaires
remplaçant et annulant l'arrêté n°2011-APC-110-IC du 23 août 2011

le préfet
de la région Champagne-Ardenne,
préfet du département de la Marne,
chevalier de la légion d'honneur,
officier de l'ordre national du mérite

INSTALLATIONS CLASSEES N° 2011-APC-115-IC -

VU

- le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V et l'article L214.7 du livre II,
- l'arrêté préfectoral n° 2007-A-62-IC du 29 mai 2007 autorisant la société CRISTANOL à exploiter une distillerie sur le territoire des communes de Bazancourt et Pomacle,
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-APC-188-IC du 30 décembre 2009 de la société CRISTANOL,
- l'arrêté ministériel du 23 juillet 2010 relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MWth autorisées ou modifiées à compter du 1^{er} novembre 2010,
- l'étude portant sur l'estimation par simulation numérique du déversement et de l'expansion de nappe dus à un déferlement de vague en cas de rupture brutale du méthaniseur, transmise par Cristanol le 22 mars 2010,
- la demande présentée le 30 juin 2010 par la société CRISTANOL dont le siège social est situé à BAZANCOURT – 51110 en vue d'exploiter deux chaudières biomasse,
- les dossiers déposés à l'appui de sa demande le 30 juin 2010,
- le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 11 janvier 2011,
- les avis émis par les conseils municipaux des communes de Bazancourt, Boulton sur Suipe, Isles sur Suipe, Lavannes, Pomacle, Warmeriville et Witry les Reims,
- les avis émis par les conseils communautaires des communautés de communes, de la Plaine de Bourgogne et de la Vallée de la Suipe,
- les avis exprimés par les différents services consultés,

- les résultats des rapports d' ATMO Champagne-Ardenne relatifs à l'évaluation de l'impact de l'extension du pôle agro-industriel sur la qualité de l'air à Bazancourt,
- la carte des zones d'effets thermiques concernant l'augmentation du stockage du bois pour alimenter les chaudières biomasse reçue par courrier électronique le 6 juillet 2011,
- le rapport et les propositions en date du 31 mai 2011 de l'inspection des installations classées,
- le projet d'arrêté porté le 30 mars 2011 à la connaissance du demandeur et les observations présentées par le demandeur sur ce projet d'arrêté,
- l'avis favorable émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques dans sa séance du 07 juillet 2011,
- la lettre recommandée adressée à l'exploitant le 13 juillet 2011 (accusé de réception le 22 juillet 2011) pour lui notifier le projet d'arrêté d'autorisation d'exploiter complémentaire et l'inviter à formuler des remarques éventuelles dans un délai de 15 jours,
- la lettre recommandée adressée le 29 juillet 2011 par M. le Directeur de l'établissement CRISTANOL à Bazancourt (AR le 12 août 2011) pour faire part d'observations sur le projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires,
- le courriel en date du 10 août 2011 de M. DELIME, inspecteur des installations classées adressant la version finale de l'arrêté de prescriptions complémentaires prenant en considération les remarques de l'exploitant,
- l'arrêté préfectoral n°2011-APC-110-IC du 23 août 2011,

CONSIDERANT

- que la société Cristanol s'engage à diminuer par 2 les concentrations en poussières de ses rejets sur l'ensemble du site (installation actuelle de Cristanol et future (UVBB)) par rapport aux concentrations limites réglementaires actuelles conformément à son courrier adressé à l'ARS datant du 10 février 2011,
- que le rapport de synthèse sur le recyclage des eaux du site de Cristanol datant du 25 février 2011, en particulier le chapitre 5.3, démontre une augmentation de la teneur en potasse en sortie de la station d'épuration du site,
- que des mesures sont prévues pour limiter les nuisances liées au trafic des véhicules alimentant le site en biomasse paille (véhicules bâchés, localisation de la plupart des stockages de pailles permettant l'approvisionnement du site en évitant la traversée des communes ...)
- que l'éclairage nocturne du site doit répondre aux nécessités d'exploitation et de sécurité, tout en intégrant une gestion économe de l'énergie,
- que l'étude de protection de la voie ferrée longeant le site contre l'effet de vague en cas de rupture du méthaniseur impose des mesures de protections,
- que des mesures doivent être mises en place pour prévenir les nuisances sonores liées au fonctionnement de la chaufferie biomasse,
- qu'en application des dispositions de l'article L512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, et d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants,
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,
- considérant les erreurs de retranscription constatées dans l'article 1.3 et l'annexe I de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2011,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne,

ARRÊTE

TITRE 1 - GENERALITES

ARTICLE 1.1 OBJET DE L'ARRÊTE

Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011-APC-110-IC du 23 août 2011.

La société CRISTANOL dont le siège social se situe 1 route départementale 20A à Bazancourt (51100), est autorisée sous réserve de respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire des communes de Bazancourt et Pomacle une unité de production de vapeur à partir de biomasse dite UVBB, comprenant 2 chaudières de 41 MWth. On entend par biomasse des matières à l'état naturel, ni imprégnées ni revêtues d'une substance quelconque : paille, son, plaquettes forestières, connexes de scieries, bois de fin de vie propre non adjuvanté, issues de silos.

Cette installation est aménagée et exploitée conformément à l'arrêté ministériel du 23/07/10 relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 MWth et également au dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 10 juin 2010, sauf dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2007-A-62-IC du 29 mai 2007 autorisant la société CRISTANOL à exploiter ses installations à Bazancourt et Pomacle, et de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009-APC-188-IC du 30 décembre 2009 de la société CRISTANOL qui sont applicables aux installations visées au deuxième alinéa ci-dessus, sont modifiées comme indiqué ci-après.

ARTICLE 1.2 LIMITES DU SITE

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-A-62-IC du 29 mai 2007 fixant les limites du site est modifié. Les limites du site suivent les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Section et Parcelle
BAZANCOURT	ZM 6, ZM 31, ZM 33, ZM 35 à 37, ZM 39, ZM 41, ZM 43, ZM 45, ZM 47, ZM 49 à 51, ZM 53 à 68, ZM 75 à 80 ZE 121, ZE 124, ZE 126, ZE 127, ZE 134, ZE 138, ZE 140, ZE 142, ZE 144, ZE 146, ZE 148, ZE 151, ZE 154, ZE 159, ZE 161, ZE 163
POMACLE	ZD 121, ZD 170, ZD 174 à 177, ZD 207 à 210

ARTICLE 1.3 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral n°2009 APC 1 88 IC du 30 décembre 2009 est abrogé et remplacé par :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1432.1c	AS	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables de catégorie B	<p><u>Parc alcools :</u></p> <p>Ligne betteraves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage n°1 : 2 bacs de 5 075 m³, 1 bac de 2 520 m³, 3 bacs de 253,5 m³ et 2 bacs de 49,25 m³ - stockage n°2 : 2 bacs de 5 075 m³ et 2 bacs de 2 520 m³ - stockage n°3 : 8 bacs de 1 500 m³ 3 bacs de 253 m³ et 3 bacs de 124 m³ - stockage n°4 : 4 bacs de 1 600 m³ et 4 bacs de 280 m³ <p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage n°8 : 2 bacs de 5 000 m³ <p><u>Capacités mobiles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 90 wagons de 80 m³ chacun, soit au total 7 200 m³ - 6 camions de 30 m³ chacun, soit au total 180m³ <p><u>auxiliaires de fabrication :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - essence : 1 cuve de 60 m³, soit 12 m³ équivalent (8,4 t) tertobutanol : 0,8 m³ <p>Unité UVBB (Chaudières biomasse) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bac tampon alcool unité UVBB : 15 m³ 	Capacité totale : 53 421 tonnes
1410.2	A	Fabrication industrielle de gaz inflammables par distillation, pyrogénisation, etc., désulfuration de gaz inflammables à l'exclusion de la production de méthane par traitement des effluents urbains ou des déchets et des gaz visés explicitement par d'autres rubriques	<p>Unité UVBB (Chaudières biomasse) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 gazéificateurs de 50 kg soit au total 300 kg 	300 kg
1431	A	Fabrication industrielle de liquides inflammables	<p><u>Ligne betteraves</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier de distillation et de déshydratation d'alcool brut D1, D2, TM1 : 650 000 l alcool pur / j - Atelier de distillation d'alcool surfin D3 : 220 000 l alcool pur / j - Atelier de déshydratation d'alcool brut et surfin par tamis moléculaire TM2 : 120 000 l alcool pur / j <p><u>Ligne blé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Atelier de distillation et de déshydratation d'alcool brut par tamis moléculaire D5, TM3 : 600 000 l alcool pur / j 	1 590 000 l alcool pur / j
1434.2	A	Installations de chargement ou de déchargement desservant un dépôt de liquides inflammables soumis à autorisation	<ul style="list-style-type: none"> - 6 postes de chargement camions : bras de débit unitaire égal à 120 m³/h - 1 poste de déchargement camions : bras de débit unitaire égal à 230 m³/h - 4 postes de chargement wagons : bras de débit unitaire égal à 150 m³/h - 1 poste de déchargement wagons : bras de débit unitaire égal à 150 m³/h 	Débit total postes de chargement / déchargement 1 700 m ³ /h
1611.1	A	Emploi ou stockage d'acide acétique à plus de 50% en poids, d'acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids, d'acide nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 % en poids, d'acide sulfurique à plus de 25 % en poids	<ul style="list-style-type: none"> Acide chlorhydrique à 30% : 94,40 t (2 x 40 m³) Acide sulfurique à 98% : 165,6 t (3 x 30 m³) Acide phosphorique à 75% : 63,20 t (40 m³) Acide acétique à 80% : 0,81 t (0,80 m³) Acide nitrique à 52% : 1,31 t (1 m³) 	325,32 t

2160.1.a	A	Silos et installations de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables	<p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cellules blé d'un volume unitaire de 2633 m³ - 8 cellules de maturation du blé d'un volume unitaire de 264 m³ - 6 cellules de farine d'un volume unitaire de 277 m³ - 8 cellules de gluten natif d'un volume unitaire de 410 m³ - 2 cellules de son d'un volume unitaire de 710 m³ - 2 cellules de granulés de drèches d'un volume unitaire de 10 173 m³ - 1 cellule de granulés de drèches de 2 081 m³ - 6 trémies d'expédition drèches camions de 140 m³ - 3 trémies d'expédition drèches wagons de 133 m³ - 1 silo fines de 310 m³ <p>Unité UVBB (Chaudières biomasse) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 silos sons et issues de silos SS3 et SS4 de 710 m³ - 2 silos de paille broyée SP1 et SP2 de 710 m³ - 2 silos de bois broyé de 710 m³ 	41 976 m³ (21 940 tonnes)
2226	A	Amidonnerie, féculerie, dextrineries	<p>Ligne blé :</p> <p>Production, liquéfaction et saccharification du lait d'amidon : production de glutens natif et hydrolysé</p>	200 tonnes / j
2260.1	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	<p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - production farine : 1640 t - production son : 500 t/j - production drèches : 900 t/j - production gluten : 100 t/j 	Tonnage total produit : 3140 t/j
2260.2.a	A	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels	<p>Unité UVBB (Chaudières biomasse) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Broyeurs/hacheurs paille : 1 000 kW - Broyeurs bois : 500 kW - Manutentions pailles et bois : 250kW 	Puissance installée : 1 750 kW
2781.2	A	Installations de méthanisation de déchets non dangereux	Méthanisation des effluents industriels	-
2910.B	A	Installations de combustion	<p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sécheur de drèches équipés d'un brûleur mixte gaz naturel/ biogaz/ huile de fusel : 30 MW <p>Unité UVBB (Chaudières biomasse) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière CH1 avec 2 chambres cycloniques dont une des chambres est précédée de 2 gazéificateurs, et équipées en aval d'un foyer mixte paille-son-bois broyée et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW - Chaudière CH2 avec 2 chambres cycloniques précédées chacune de 2 gazéificateurs et équipées en aval d'un foyer mixte bois et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW 	puissance thermique maximale : 112 MW
2921.1.a	A	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé »	<p>Ligne betteraves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 aéroréfrigérants d'une puissance thermique évacuée maximale totale de 61 689 kW <p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 aéroréfrigérants d'une puissance thermique évacuée maximale totale de 68 398 kW 	130 087 kW
1131.1.c	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations solides toxiques	<ul style="list-style-type: none"> - Fluorure de sodium ou bifluorure d'ammonium : 12 t - Kamoran : 1,6 t 	13,6 t
1131.2.c	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations liquides toxiques	<ul style="list-style-type: none"> - Formol à 30 % : 0,65 tonnes (0,8 m³) - Méthanol : 0,63 tonnes (0,8 m³) 	1,28 t
1200.2.c	D	Emploi ou stockage de substances ou préparations comburantes	<ul style="list-style-type: none"> - Permanganate de potassium : 2,70 t - Eau oxygénée à 30 % : 3,39 t 	6,09 t
1220.3	D	Stockage et emploi d'oxygène	<p>Ligne betteraves :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 5 bouteilles d'oxygène de 10,6 m³ <p>Ligne blé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cuves de stockage d'oxygène liquéfié de 60 m³ 	137,07 t

			chacune	
1510.2	DC	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles)	Ligne blé : - Stockage de gluten natif ou hydrolysé en sacs et big-bags	25 000 m³
1532.2	D	Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés à l'exception des établissements recevant du public	Ligne blé : - Palettes de bois : 100 m³ Unité UVBB (Chaudières biomasse) : - Paille : 4 200 m³ - Plaquettes forestières : 15 200 m³ - Connexes de scieries/bois de fin de vie : 200 m³	19 700 m³
1630 B.2	D	Emploi ou stockage de lessive de soude ou potasse caustique	Lessive de potasse : 240 t (4x 40 m³)	240 t
2171	D	Dépôt de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des substances organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole	- Stockage de vinasses concentrées Ligne betteraves : - Stockage n°6 : 2 x 10 000 m³ - Stockage n°7 : 1 x 10 000 m³ et 1 x 5 000 m³ Ligne blé : - Stockage n°6 : 2 x 10 000 m³	55 000 m³
2662.2	D	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Ligne blé : - Big-bag : 120 m³ - Film étirable : 60 m³	180 m³
2925	D	Atelier de charge d'accumulateurs	Ligne betteraves : - Un onduleur 230 V- 40 kVA- 30 minutes Ligne blé : - Chargeur de batteries des chariots de manutention : P = 16,5 kW Un onduleur 230 V- 40 kVA- 30 minutes	96,5 kW

1412	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés	156 kg
1416	NC	Stockage ou emploi d'hydrogène	7,54 kg
1418	NC	Stockage ou emploi d'acétylène	41 kg
1432	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables : cuve enterrée gazole de 10 m³	Veq = 0,4 m³
1435	NC	Station service (installations, ouvertures ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs) : - Volume annuel distribué de gazole pour le locotracteur, les choueurs et les engins à fourches : 345 m³/5	Veq = 69 m³
1530	NC	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues	120 m³
1810	NC	Substances ou préparations réagissant violemment au contact de l'eau	1,70 t
2175	NC	Dépôt d'engrais liquides	30 m³
2930	NC	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et d'engins à moteur	216 m²
1172.3	NC	Stockage et emploi de substances très toxiques pour les organismes aquatiques : dioxyde de chlore stabilisé (bactéricide fermentation)	19 t

AS : Autorisation avec servitudes d'utilité publique, A : autorisation, D : déclaration, DC : soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du code de l'environnement, NC : non classé

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 2.1 INSTALLATION À L'ORIGINE DES REJETS GAZEUX

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 188 IC du 30 décembre 2009 est complété par :

- Installations de l'unité UVBB à l'origine des rejets gazeux canalisés

Chaudière	Point de rejet	Hauteur d'émission	Diamètre au débouché	Débit nominal d'émission*	Vitesse minimale d'éjection
CH1 avec 2 chambres cycloniques dont une des chambres est précédée de 2 gazéificateurs, et équipées en aval d'un foyer mixte paille-son-bois broyée et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW	Cheminée de la chaudière CH1	25 m	1 500 mm	44 250 Nm³/h	> 8 m/s
CH2 avec 2 chambres cycloniques précédées chacune de 2 gazéificateurs et équipées en aval d'un foyer mixte bois et brûleur syngaz/gaz naturel/alcools : 41 MW	Cheminée de la chaudière CH2	25 m	1 470 mm	49 095 Nm³/h	> 8 m/s

Nota : () données sur gaz secs*

ARTICLE 2.2 INSTALLATION À L'ORIGINE D'ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES

L'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 188 IC du 30 décembre 2009 est complété par :

- Installations de l'unité de production de vapeur UVBB

- Dépoussiéreurs :

Points de rejet	Mode de filtration	Périodicité des rejets
Chargement silo cendres SC1 et SC2	Filtres à manche	3h/semaine, 52 semaines/an
Manches de chargement cendres 1 et 2		
Poste de déchargement sons (fosse)		3h/j, 5j/semaine
Silo son SS3 et SS4		365 j/an
Silo paille broyée SP1 et SP2		
Silo bois broyé SB01 et SB02		
Broyage paille		
Déchargement bois (fosse de débaculage)		
Stockage bois		
Broyage bois		

- Aspiration centralisée :

Points de rejet	Mode de filtration	Périodicité des rejets
Déchargement son	Filtres à manche	Rejet très ponctuel
Broyage paille		

ARTICLE 2.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ATMOSPHÉRIQUES

L'article 2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 188 IC du 30 décembre 2009 est remplacé par :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations instantanées, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

Colonnes de lavage

Colonnes de lavage des ateliers de fermentation, de production d'alcool, de concentration de vinasses, du circuit CO₂, des bacs de stockages d'alcool, des postes de chargement d'alcool camions et wagons : 110 mg/Nm³ en COV totaux et 20 mg/Nm³ en acétaldéhyde.

Le flux total de COV émis par les colonnes est de 30 t/an.

Les émissions diffuses émises par les ateliers de production d'alcool, les postes de chargement et les stockages d'alcool sont limitées à 3 t/an.

Sécheur de gluten

Les rejets du sécheur de gluten sont limités à 95 mg/Nm³ en COV totaux et 18mg/Nm³ en COV spécifiques cités à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Sécheur de drêches

Les rejets du sécheur de drêches sont limités à 95 mg/Nm³ en COV totaux et 18 mg/Nm³ en COV spécifiques cités à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Pour les autres paramètres, selon le mode d'alimentation du sécheur, les rejets de l'installation doivent respecter les valeurs suivantes :

Injection d'huiles de fusel	SO ₂	NOx	poussières
Concentrations maximales en mg/Nm ³	270	450	20
Flux horaire (kg/h)	24,6	41	1,8
Flux journalier (kg/j)	590	984	43,7
Flux annuel (t/an)	215	359	16

Gaz (ou biogaz)	SO ₂	NOx	poussières
Concentrations maximales en mg/Nm ³	35	120	2,5
Flux horaire (kg/h)	3,2	10,9	0,22
Flux journalier (kg/j)	76	262	5,5
Flux annuel (t/an)	27,7	95,6	0,13

Dépoussiéreurs

	Dépoussiéreurs (ensemble des filtres à manches)
Concentrations maximales en poussières (mg/Nm ³)	10
Flux horaire (kg/h)	5,75
Flux annuel (t/an)	46,2

Chaudières biomasse CH1 et CH2 de l'unité UVBB en fonctionnement normal

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations instantanées, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents de 6% en volume :

Chaudières CH1 et CH2	Valeurs limites lors de l'utilisation de biomasse comme combustible d'entrée				
	Concentration maximale en mg/Nm ³	Flux horaire (kg/h)		Flux annuel (t/an)	
		CH1	CH2	CH1	CH2
Poussières	10	0,44	0,49	3,8	4,3
SO ₂	200	8,8	9,8	77,5	86,0
NOx	250	11,0	12,3	96,9	107,5
CO	150	6,6	7,4	58,1	64,5
COV	50 en carbone total	2,2	2,45		
HAP	0,01	4,4 E-4	4,9 E-4	0,0039	0,0043
Ammoniac	5	0,22	0,24	1,94	2,15
Dioxines, Furannes	0,1 ng/Nm ³	4,4 E-9	4,9 E-9	0,039 E-6	0,043 E-6
HCl	10	0,44	0,49	3,9	4,3
HF	1	0,044	0,049	1,94	0,43
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en (Cd + Hg + Tl)				
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	1 exprimée en (As + Se + Te)				
Plomb (Pb) et ses composés	1 exprimée en Pb				
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	5 exprimée en (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn)				

Les valeurs limites d'émission s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés à l'exception des périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Ces périodes de démarrage, de ramonage, de calibrage et de mise à l'arrêt des installations sont aussi limitées dans le temps que possible.

L'utilisation de gaz naturel et/ou d'alcool (huile de fusel et alcool mauvais goût) pour le démarrage ou en secours des chaudières CH1 et CH2 est admis. Les rejets en concentration respectent alors les valeurs seuils suivantes :

Chaudières biomasse CH1 et CH2 de l'unité UVBB utilisant du gaz naturel et/ou d'alcool

Chaudières CH1 et CH2	Valeurs limites lors de l'utilisation du Gaz Naturel comme combustible d'entrée	Valeurs limites lors de l'utilisation de combustibles liquides (Alcool) comme combustible d'entrée
	Concentration maximale en mg/Nm ³	Concentration maximale en mg/Nm ³
Poussières	2,5	10
SO ₂	15	350
NOx	120	300
CO	100	50
COV	Concentration maximale identique au cas de l'utilisation de la biomasse comme combustible.	
HAP		
Ammoniac		
Dioxines, Furannes		
HCl		
HF		
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés		
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés		
Plomb (Pb) et ses composés		
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés		

Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage,
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures.

La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder cent vingt heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de vingt-quatre et cent vingt heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique,
- la perte d'énergie produite liée à l'arrêt de l'installation objet du dysfonctionnement serait compensée par une installation dont les rejets seraient supérieurs,
- l'impact environnemental d'un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement est supérieur aux rejets émis par l'installation en dysfonctionnement,
- il existe un risque lié à un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement.

Ces dispositions sont mentionnées dans la procédure d'exploitation.

ARTICLE 2.4 CAMPAGNE DE MESURES

L'article 2.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 188 IC du 30 décembre 2009 est complété par :

Dans un délai de six mois à compter de la mise en exploitation des chaudières CH1 et CH2, l'exploitant effectue une campagne de mesures des rejets atmosphériques de l'unité UVBB afin d'affiner les estimations du dossier de demande d'autorisation d'exploiter en terme de concentration et de flux.

Si les valeurs mesurées démontrent la nécessité de réduire les émissions, l'exploitant prend toutes les dispositions pour les réduire par la mise en place des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable.

TITRE 3 -PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 3.1 LOCALISATION DES POINTS DE REJET

L'article 3.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 188 IC du 30 décembre 2009 est remplacé par :

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets qui présentent les caractéristiques suivantes :

• Points de rejets internes au site

Points de rejets interne à l'établissement codifié par le présent arrêté (n°)	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Traitement
1	Eaux pluviales collectées sur les toitures, les voiries et les parkings	Réseau d'eaux pluviales distinct du réseau de collecte des effluents industriels puis bassins d'orage	Passage par un séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin d'orage « Sud »
2	Eaux pluviales collectées sur les aires de stockage et de fabrication ainsi que sur les aires de chargement et de déchargement	<p>Si absence de contamination⁽¹⁾ ou traces d'hydrocarbures : bassins d'orage</p> <p>Si contamination autre que par l'alcool ou autre que par des traces d'hydrocarbures : filières de traitement des déchets appropriées</p> <p>Si contamination par alcool uniquement : recyclage en process (unité de distillation)</p>	<p>Si absence de contamination ou traces d'hydrocarbures : Passage par un séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin d'orage « Sud »</p>

4 et 5	Effluents industriels de la distillerie, purges des circuits de refroidissement, eaux de décendrage et nettoyage des 2 chaudières CH1 et CH2	Réseau de collecte spécifique distinct du réseau d'eaux pluviales puis rejets vers la station d'épuration interne au site ou Recyclage en process ou vers la sucrerie CRISTAL UNION de Bazancourt	station d'épuration interne au site (STEP) : bac d'homogénéisation et de neutralisation + méthanisation + épuration aérobie en culture libre et boues activées
7	Eaux d'extinction d'incendie	Si absence de contamination : bassin d'orage nord Si contamination : filières de traitement des déchets appropriées	Si absence de contamination : Passage par un séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin d'orage « Sud »
8	Eaux pluviales issues des bassins d'orage « Nord » et « UVBB » internes au site	bassin d'orage « Sud » interne au site	Passage par un séparateur d'hydrocarbures en sortie du bassin d'orage « Sud »

Nota : (*) : absence de contamination = absence de contamination par alcools, dénaturants, gasoil, alcools dénaturés, produits chimiques, etc...

• Points de rejets vers le milieu récepteur

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté n°	Nature des effluents	Débit maximal journalier (m³/j)	Débit maximal horaire (m³/h)	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou station de traitement collective	Conditions de raccordement
3	Eaux usées sanitaires	10,5 m³/j	36 m³/h	Fosses de relevage puis réseau d'assainissement de la commune de Warmeriville	Station d'épuration intercommunale du syndicat de Warmeriville	Convention de rejets entre le syndicat de Warmeriville et le site CRISTANOL
6	Effluents issus de la station d'épuration aérobie (STEP) interne au site	Campagne 7 080 m³/j Inter campagne 8 280 m³/j	Campagne 295 m³/h Inter campagne 345 m³/h	Bac EFI2 puis bassins de stockage situés au lieu dit « Le Mont de Merlan » ou recyclage dans les TAR	Épandage ou recyclage	Convention de rejets entre Cristal union et Cristanol
10	Effluents d'Air Liquide	Épandage : 144 m³/j Recyclage : 280 m³/j	Épandage : 8 m³/h Recyclage : 20 m³/h	Bac EFI2 puis bassins de stockage situés au lieu dit « Le Mont de Merlan » ou recyclage dans les colonnes de lavage	Épandage ou recyclage	Convention de rejets entre Air Liquide et Cristanol
9 et 9a	Eaux pluviales issues du bassin d'orage « Sud » interne au site puis traitées par un séparateur d'hydrocarbures et issues d'Air Liquide	1900 m³/j (Cristanol) et 3466 m³/j (Air Liquide)	80 m³/h (Cristanol) et 144 m³/h (Air Liquide)	Bassin d'infiltration interne au site		Convention de rejets entre Air Liquide et Cristanol
11	Eau de purge de la déconcentration des chaudières CH1 et CH2	12000 m³/an		TAR n°4 (principalement) Cuve EFI2 puis T20 (occasionnellement)	Épandage directement ou après stockage dans les bassins du lieu-dit « Mont de Merlan » ou recyclage dans les TAR ou vers le lavoir de la sucrerie	

ARTICLE 3.2 GESTION DES EAUX PLUVIALES DE TOITURES, VOIRIES ET PARKING

L'article 3.4 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2009 APC 188 IC du 30 décembre 2009 est remplacé par :

La superficie des toitures, des aires de stockage, des voies de circulation, aires de stationnement et autres surfaces imperméabilisées est d'environ 145 921 m².

Le flot des eaux pluviales susceptibles d'être polluées par lessivage des toitures, sols, voiries et parkings est collecté dans:

- deux bassins d'orage (bassin Nord et Sud), puis traité par un séparateur d'hydrocarbures dimensionné selon les règles de l'art et en fonction d'une pluie d'occurrence décennale, et acheminé vers un bassin d'infiltration.
- un troisième bassin d'orage est situé à l'Ouest de l'unité UVBB (chaudières 1 et 2), précédé d'un dégrilleur en amont. Ce bassin d'orage prévu pour l'unité UVBB est directement raccordé au bassin sud, situé en aval.

Bassins d'orage

L'établissement « CRISTANOL » dispose de 3 bassins d'orage étanches, encaissés et présentant une pente maximale de 45°. Les bassins Nord et Sud sont constitués de digues de terre et le bassin UVBB est entièrement encaissé. Leurs caractéristiques dimensionnelles sont les suivantes :

Désignation	Volume (m ³)	Profondeur (m)	Surface (m ²)
Bassin Nord	1 620	3	540
Bassin Sud	2 880	3	960
Bassin UVBB	1700	4	590

Ces trois bassins comportent une membrane d'étanchéité, ancrée en crête des talus et en fond de bassin.

Les débits de rejets des trois bassins d'orage sont les suivants :

Désignation	Débit maximal journalier (m ³ /j)	Débit maximal horaire (m ³ /h)
Bassin Nord	1 900	80
Bassin Sud	1440	60
Bassin UVBB	1440	80

Les bassins d'orage sont maintenus vides en temps normal. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

La vidange des bassins d'orage Nord et Sud ne se fait qu'après analyse des eaux contenues et vérification de l'absence de contamination par alcools, dénaturants, alcools dénaturés, hydrocarbures, produits chimiques, etc...

Les bassins d'orage Nord et Sud sont contrôlés visuellement de façon périodique par un opérateur et sont vidangés dès que nécessaire.

Le bassin UVBB, qui sert de bassin tampon de collecte des eaux pluviales, est vidangé manuellement après l'événement pluvieux pour être transféré dans le bassin Sud, sous réserve que les eaux pluviales soient analysées en pH et DCO.

Surveillance des bassins et des équipements

L'intégrité des bassins fait l'objet de contrôles visuels réguliers, destinés à vérifier la bonne tenue des ouvrages (stabilité des digues, étanchéité des membranes, etc....). Les résultats de ces observations sont consignés par écrit.

L'engazonnement des talus extérieurs des digues est entretenu afin de protéger les matériaux constitutifs du risque d'érosion.

Par ailleurs, le bon état des bassins et leur dispositif d'étanchéité fait l'objet d'expertises complètes à intervalle n'excédant pas 10 ans. L'étanchéité des bassins de stockage est contrôlée par un organisme de contrôle indépendant des constructeurs de ces installations.

Chaque bassin est vidé, nettoyé et curé périodiquement.

Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Caractéristiques du séparateur à hydrocarbures

Le séparateur à hydrocarbures possède un débit de traitement de 20l/s.

Les rejets en sortie du séparateur à hydrocarbures doivent respecter la valeur limite suivante en concentration en hydrocarbures : 5 mg / l

La sortie du séparateur est protégée par un système d'obturation automatique.

Le séparateur est équipé d'une mesure de niveau avec alarme sonore et visuelle.

Le séparateur est entretenu et nettoyé périodiquement.

Caractéristiques du bassin d'infiltration

L'établissement « CRISTANOL » dispose d'un bassin d'infiltration dont les digues et le fond sont constitués de terre. Ses caractéristiques dimensionnelles sont les suivantes :

- surface minimum : 2000 m²
- profondeur : 50 cm

Le débit de fuite d'infiltration est au minimum de 720 m³/h (200 l/s).

ARTICLE 3.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES ISSUES DE LA STATION D'ÉPURATION INTERNE AU SITE

L'article 3.5 de l'arrêté du 30 décembre 2009 est remplacé par :

L'exploitant est tenu de respecter, pour les eaux résiduaires sortant du site, et ce avant mélange aux eaux industrielles issues d'Air Liquide et mélange éventuel aux eaux pluviales issues du bassin d'orage, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.

a. En campagne sucrière :

Débit de référence	Maximal journalier ⁽¹⁾ : 7 080 m ³ /j			Moyen mensuel ⁽²⁾ : 4 440 m ³ /j
paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
MES	260	1 000	1 840	1 155
DCO	1 500	5 000	10 620	6 660
DBO ₅	750	3 000	5 310	3 330
COT	500	1 670	3 540	2 220
N total	35	50	250	160
NH ₄	20	40	140	88
Phosphore (P ₂ O ₅)	20	30	145	90
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	300	500	2 125	1 335
Chlorures	100	200	700	440
Potassium (K ₂ O)	1100	1100	3540	2220
Magnésium (MgO)	20	30	145	90
Sodium (Na ₂ O)	100	200	710	445

(1) Ce débit correspond à une marche dégradée de l'usine pendant 24 h.

(2) Ce débit correspond à une marche normale de l'usine pendant 80 % du temps et une marche dégradée pendant 20 % du temps.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 7 et 9
- concentration maximale en hydrocarbures totaux < 5 mg/l,
- C/N moyen : 14

b. En intercampagne :

Débit de référence	Maximal journalier ⁽¹⁾ : 8 280 m³/j			Moyen mensuel ⁽²⁾ : 5 400 m³/j
paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Concentration maximale sur une période de 2 heures (mg/l)	Flux maximum journalier (kg/j)	Flux moyen mensuel (kg/j)
MES	260	1 000	2 155	1 405
DCO	1 500	5 000	12 420	8 100
DBO ₅	750	3 000	6 210	4 050
COT	500	1 670	4 140	2 700
N total	60	100	500	325
NH ₄	50	80	415	270
Phosphore (P ₂ O ₅)	15	30	125	85
Sulfates (SO ₄ ²⁻)	300	500	2485	1620
Chlorures	100	200	820	540
Potassium (K ₂ O)	1100	1100	4140	2700
Magnésium (MgO)	15	30	125	85
Sodium (Na ₂ O)	100	200	830	540

(1) Ce débit correspond à une marche dégradée de l'usine pendant 24 h.

(2) Ce débit correspond à une marche normale de l'usine pendant 80 % du temps et une marche dégradée pendant 20 % du temps.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- pH : compris entre 7 et 9,
- concentration maximale en hydrocarbures totaux < 5 mg/l,
- C/N moyen : 8,5.

TITRE 4 -PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET VISUELLES

ARTICLE 4.1 DISPOSITIONS PRISES POUR L'UNITÉ UVBB

Un merlon « anti-bruit » de 8 m de hauteur, sur lequel des arbres persistants sont implantés, est mis en place sur les bordures Nord Nord/Est de l'unité UVBB, côté Isles sur Suippe.

Les broyeurs sont implantés dans des locaux insonorisés.

TITRE 5 -TRANSPORT ROUTIER

ARTICLE 5.1 TRANSPORT POUR ALIMENTER L' UNITÉ UVBB EN BIOMASSE

Un itinéraire de circulation est mis en place afin de limiter au maximum le passage des camions approvisionnant le site en biomasse dans les villages environnants.

Les véhicules de transport alimentant le site en biomasse (paille, son, plaquettes forestières, connexes de scieries, bois de fin de vie propre non adjuvanté, issues de silos) repartent du site avec un plateau propre. L'exploitant s'assure de cette disposition avant que les véhicules quittent le site et assure une traçabilité de ces contrôles qui est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 6 -ÉCLAIRAGE NOCTURNE DU SITE

ARTICLE 6.1 DISPOSITIONS PRISES POUR LE SITE CRISTANOL

Le matériel d'éclairage en place sur le site crée une lumière ni agressive, ni éblouissante.

Le maintien en service des dispositifs d'éclairage répond aux nécessités d'exploitation et de sécurité du site, tout en intégrant une gestion économe de l'énergie.

TITRE 7 -INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 7.1 AMÉNAGEMENT DU SITE

Le chapitre 2.3 de l'arrêté préfectoral de 2007 est complété comme suit :

Les clôtures permettent le déplacement de la micro-faune.

L'aménagement global du site est favorable à la biodiversité.

TITRE 8 -PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 8.1 CHAUDIÈRES DE L'UVBB

- Alimentation en biomasse

Les équipements suivants sont mis en place :

- Les transporteurs pneumatiques amont et aval d'alimentation de la chaudière sont équipés de sondes de température. Une détection de seuil haut de la température déclenche automatiquement une coupure de l'alimentation en biomasse par arrêt de l'écluse d'entrée ;
- La trémie dispose d'un évent de décharge correctement dimensionné, d'une écluse rotative et d'une vis en sortie afin d'éviter la propagation d'une explosion.

- Gazéificateur des chaudières CH1 et CH2

Les équipements suivants sont mis en place :

- Isolement du gazéificateur en cas d'arrêt de la chaudière avec : un arrêt de l'alimentation en biomasse, un sectionnement de la canalisation d'alimentation de la chambre cyclonique par une vanne résistante au feu, une mise à l'air libre du gazéificateur par brûlage en torche ;
- Vanne de sectionnement sur réseau de syngaz normalement fermée et résistante au feu ;
- Écluse en sortie du gazéificateur pour éviter la propagation d'une explosion vers les équipements en communication.

- Chambre cyclonique et foyer de la chaudière CH1 et CH2

Les équipements suivants sont mis en place :

- Régulation de la combustion sur suivi du taux d'oxygène et mesure de température ;
- Arrêt automatique de la combustion sur détection de défaut dans la chaudière (non retour de marche du ventilateur air de combustion, niveaux haut et très haut et bas et très bas dans le ballon, seuil haut pour la

pression dans le ballon, seuil très haut pour la température vapeur, non détection de la flamme) avec mise en repli des installations : arrêt injection combustible, arrêt ventilateur air de combustion, ventilation du foyer par le ventilateur d'exhaure fonctionnant à 10% de sa capacité nominale ;

- Cyclone avant le filtre ;
- Arrêt automatique de la combustion sur détection de défaut au niveau du brûleur (non retour de marche ventilateur gaz de combustion et seuil haut et bas de la pression gaz de combustion) avec mise en repli des installations.

L'installation est exploitée sous la surveillance d'un personnel qualifié.

La conduite des installations fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, procédure d'urgence, entretien...) qui sont rendues disponibles pour le personnel.

- Réseau de vapeur de la chaudière

Les équipements suivants sont mis en place :

- 1 soupape sur le réseau vapeur en sortie de la chaudière ;
- Contrôle de la pression de la vapeur avec arrêt du foyer sur détection de seuil haut ;
- Contrôle de la température de la vapeur surchauffée avec injection d'eau par régulation de la vanne de surchauffe.

ARTICLE 8.2 STOCKAGES DE COMBUSTIBLES BIOMASSE

Les stockages de combustibles sont isolés par rapport aux chaudières, au minimum par un mur REI 120 ou par une distance d'isolement qui ne peut être inférieure à 10 mètres.

Les stockages présentant des risques d'échauffement spontané sont pourvus de sondes de température. Une alarme alerte les opérateurs en cas de dérive.

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des combustibles et produits stockés auquel est annexé un plan général des stockages.

Les limites de stockage sont implantées à une distance de l'enceinte de l'établissement d'au minimum 10 mètres pour les installations d'un volume inférieur à 10 000 m³.

- Stockage en extérieur

La paille est stockée sur une hauteur de 8 m dans un hangar ouvert et les plaquettes forestières sur une plateforme à l'air libre.

Les produits conditionnés en masse (balle, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :

- volume maximal des îlots : 10 000 m³,
- distance entre deux îlots : 10 mètres minimum. Cette distance peut être inférieure lorsque le dépôt est équipé d'un système d'extinction automatique ou lorsque les deux îlots sont séparés par une paroi présentant les propriétés EI120 surplombant le plus haut des deux îlots d'au moins deux mètres et débordant, au sol, la base de chacun des îlots d'au moins deux mètres,
- hauteur maximale de stockage : 8 mètres sauf en cas de mise en place de système d'extinction automatique,
- une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des îlots et la base de la toiture ou le plafond.

- Silo de stockage

Le son, les issues de silos ainsi que la paille et le bois broyés sont stockés dans des silos équipés de capteurs de CO et d'évents de décharge dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

- Entrepôt de plaquettes forestières

Les 3 cases principales de stockage sont conformes aux prescriptions du stockage en extérieur.

ARTICLE 8.3 TRAITEMENT DE LA BIOMASSE

Les broyeurs disposent de sondes de température paliers et de contrôleur de rotation en vue de prévenir une source d'inflammation.

ARTICLE 8.4 MOYENS DE SECOURS INTERNES

L'article 7.8.3 de l'arrêté du 29 mai 2007 est complété par :

Le réseau fixe d'incendie est prolongé à proximité des installations UVBB par 5 poteaux incendie normalisés incongelables de diamètre 100 mm ou 2 * 100 mm, assurant un débit unitaire de 60 m³/h sous 1 bar de pression dynamique, et situés à 5 mètres au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins de lutte contre l'incendie. Ce réseau sous pression est raccordé à la boucle de l'usine Cristanol.

Afin d'assurer la desserte des bâtiments et des installations, une hauteur de 3,50 mètres est maintenue libre sur les voies utilisables par les engins de secours.

TITRE 9 -SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

L'article 9.2.1 de l'arrêté du 29 mai 2007 est complété comme suit :

Le programme comprend en outre les mesures suivantes :

- Les chaudières CH1 et CH2 font l'objet d'une mesure en continu de SO₂, NO_x, O₂, CO, poussières et débit.
- Les chaudières CH1 et CH2 font l'objet d'une mesure annuelle, et à chaque changement de combustible, de COV, HAP et métaux.
- Les chaudières CH1 et CH2 font l'objet d'une mesure tous les deux ans de dioxines et furannes, HCl, HF et NH₃.

Dans le cas des mesures en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110% de la valeur limite fixée par le présent arrêté
- 95% des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200% de la valeur limite d'émission.

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.

TITRE 10 -ÉCHÉANCES

Les dispositions suivantes sont mises en œuvre dans les délais indiqués :

- Campagne de mesures des émissions sonores dans un délai de six mois après la mise en service de l'unité UVBB,
- Les premières mesures discontinues des émissions à l'atmosphère sont réalisées dans les 6 mois suivant la mise en service d'au moins une des chaudières,
- Le bilan des mesures en continu des émissions à l'atmosphère est transmis à l'inspection des installations classés trimestriellement,

- Actualisation du POI en collaboration avec le centre de secours principal de Reims, dans un délai d'un mois après la mise en service de l'unité UVBB.

TITRE 11 - POSTES DE CHARGEMENT / DÉCHARGEMENT DES WAGONS-CITERNES D'ALCOOLS

Le chapitre 8.2 de l'arrêté préfectoral n°2007-A-62 -IC du 29 mai 2007 est complété par :

- Wagons citernes d'alcool :

Implantation de 2 panneaux « anti-dépassement – limite du stockage des wagons d'alcool » situés à 70 m des 2 côtés des limites du site.

TITRE 12 - METHANISEUR

L'article 4.3 de l'arrêté du 30 décembre 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le méthaniseur est équipé :

- d'une soupape pression/dépression munie de pare flamme,
- d'un capteur de pression permettant la mise en service de la torchère ou du compresseur,
- d'une garde hydraulique assurant un niveau de pression constant,
- d'un inertage du ciel gazeux à l'azote en phase de démarrage,
- d'un toit éventable (pression de rupture 154 mbar).

Afin de protéger la voie ferrée longeant le site contre l'effet de vague engendré par une rupture brutale du méthaniseur, sont mis en place :

- le long de la clôture longeant la voie ferrée, un mur résistant à l'effet de vague, de 64 m de long, centré sur le méthaniseur, et d'une hauteur de 1m à laquelle s'ajoute un déflecteur vertical de 0,5 m. Aux extrémités du mur sont placés des déflecteurs horizontaux, formant un angle de 45° avec le mur et d'une longueur en projection de 2m;
- afin de casser la vague de surverse du mur, un enrochement de blocométrie 10-100 kg est mis en place en pied de talus ferroviaire, en accord avec RFF, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté;
- un bassin d'accumulation, d'un volume minimum de 1200 m³, destiné à récupérer une partie des eaux déversées.

TITRE 13 - AMPLIATION

ARTICLE 13.1 RECOURS

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

ARTICLE 13.2 DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 13.3 EXÉCUTION ET DIFFUSION

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous Préfet de Reims, à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRECTION, à la DDT - service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Messieurs les Présidents des Communautés de Communes de la Plaine de Bourgogne et de la Vallée de la Suippe et à Messieurs les maires de Bazancourt, Pomacle, Boulton sur Suippe, Caurel, Fresnes les Reims, Isles sur Suippe, Lavannes, Warmeriville et Witry les Reims qui en donneront communication à leur conseil communautaire ou municipal.

Notification en sera faite, à Monsieur le directeur de la Société CRISTANOL, implantée sur le territoire de la commune de Bazancourt.

Messieurs les Maires de Bazancourt et Pomacle procéderont à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, ils dresseront un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

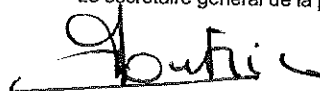
Un avis sera diffusé dans deux journaux du département de la Marne, aux frais du pétitionnaire, de façon à indiquer au public que le texte complet du présent est à sa disposition, soit en mairie de Bazancourt, soit à la DDT.

L'affichage permanent des conditions particulières d'exploitation à l'intérieur de l'établissement devra être effectué par les soins de l'exploitant.

Châlons-en-Champagne, le

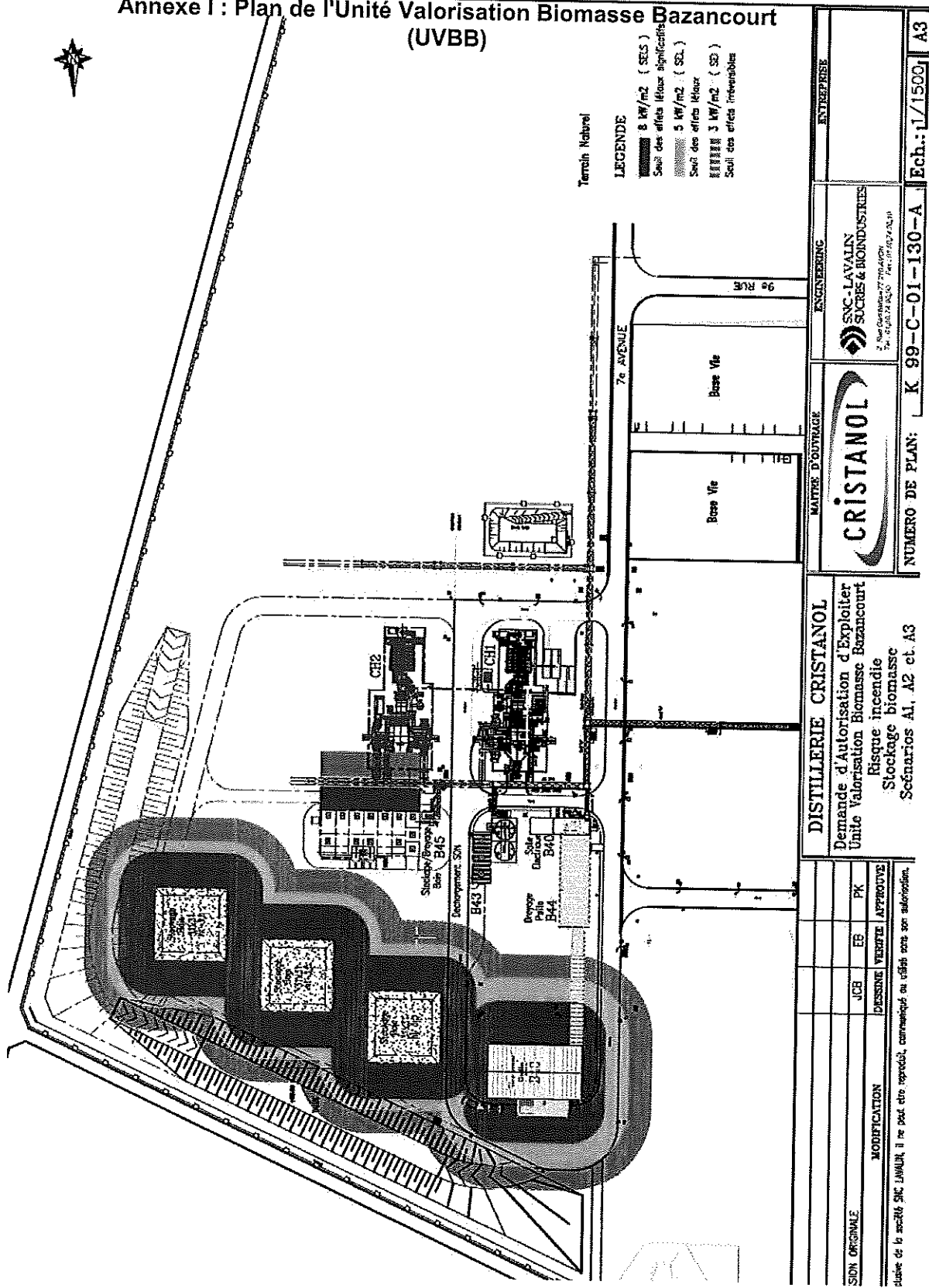
5 SEP. 2011

Pour le préfet,
Le secrétaire général de la préfecture,



Francis SOUTRIC

Annexe I : Plan de l'Unité Valorisation Biomasse Bazancourt (UVBB)



CRISTANOL 2 Rue Gustave, 57100 ARLON Tél. 0433 24 86 50 Fax 0433 24 86 51		ENGINEERING SSC-LAVALIN SUCRES & BIOINDUSTRIES	ENTREPRISE
DISTILLERIE CRISTANOL Demande d'autorisation d'exploiter Unité Valorisation Biomasse Bazancourt Risque incendie Stockage biomasse Scénarios A1, A2 et A3		NUMERO DE PLAN: K 99-C-01-130-A Ech.: 1/1500 A3	
SIGNATURE MODIFICATION	JCH DESINE VERTE APPROUVE	EB PK	

Annexe II : TABLE DES MATIERES

TITRE 1 - GENERALITES.....	3
ARTICLE 1.1 OBJET DE L'ARRÊTE.....	3
ARTICLE 1.2 LIMITES DU SITE.....	3
ARTICLE 1.3 LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	3
TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	7
ARTICLE 2.1 INSTALLATION À L'ORIGINE DES REJETS GAZEUX.....	7
ARTICLE 2.2 INSTALLATION À L'ORIGINE D'ÉMISSIONS DE POUSSIÈRES.....	7
ARTICLE 2.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION ATMOSPHÉRIQUES.....	8
ARTICLE 2.4 CAMPAGNE DE MESURES.....	11
TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	11
ARTICLE 3.1 LOCALISATION DES POINTS DE REJET	11
ARTICLE 3.2 GESTION DES EAUX PLUVIALES DE TOITURES, VOIRIES ET PARKING.....	13
ARTICLE 3.3 VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES ISSUES DE LA STATION D'ÉPURATION INTERNE AU SITE.....	14
TITRE 4 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET VISUELLES.....	15
ARTICLE 4.1 DISPOSITIONS PRISES POUR L'UNITÉ UVBB	15
TITRE 5 - TRANSPORT ROUTIER.....	15
ARTICLE 5.1 TRANSPORT POUR ALIMENTER L' UNITÉ UVBB EN BIOMASSE	15
TITRE 6 - ÉCLAIRAGE NOCTURNE DU SITE.....	16
ARTICLE 6.1 DISPOSITIONS PRISES POUR LE SITE CRISTANOL.....	16
TITRE 7 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	16
ARTICLE 7.1 AMÉNAGEMENT DU SITE	16
TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	16
ARTICLE 8.1 CHAUDIÈRES DE L'UVBB.....	16
ARTICLE 8.2 STOCKAGES DE COMBUSTIBLES BIOMASSE.....	17
ARTICLE 8.3 TRAITEMENT DE LA BIOMASSE.....	18
ARTICLE 8.4 MOYENS DE SECOURS INTERNES.....	18
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	18
TITRE 10 - ÉCHÉANCES.....	18
TITRE 11 - POSTES DE CHARGEMENT / DÉCHARGEMENT DES WAGONS-CITERNES D'ALCOOLS	19
TITRE 12 - METHANISEUR.....	19
TITRE 13 - AMPLIATION.....	19
ARTICLE 13.1 RECOURS.....	19
ARTICLE 13.2 DROIT DES TIERS.....	19
ARTICLE 13.3 EXÉCUTION ET DIFFUSION.....	20